SÉNAT

Session ordinaire de 1914.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 5^e SÉANCE

Séance du jeudi 22 janvier.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Demande de congé.
3. — Dépôt d'une demande d'interpellation de M. Cazeneuve à M. le ministre de la guerre sur la suppression du centre d'aviation militaire et de l'école d'aviation militaire à Bron, près de Lyon. — Ajournement de la fixation de la date de la discussion.
4. — Communication d'une lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi portant modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1884. — Renvoi à la commission précédemment saisie.
5. — Dépôt par M. Aimond d'un rapport au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1913 pour une nouvelle répartition des sous-secrétariats d'Etat.
6. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Bourbourg à Drincham (Nord).
Déclaration de l'urgence.
Adoption de l'article unique du projet de loi.
7. — Suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu.
Discussion générale (suite) : MM. Martinet, d'Estournelles de Constant.
Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.
8. — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire de M. Emile Chautemps sur sa proposition de loi tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.
9. — Règlement de l'ordre du jour.
10. — Congé.
Fixation de la prochaine séance au vendredi 23 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à trois heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Poirson, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du mardi 20 janvier.
Le procès-verbal est adopté.

2. — DEMANDE DE CONGÉ

M. le président. M. Gacon demande un congé d'un mois pour raison de santé.
Cette demande est renvoyée à la commission des congés.

3. — DEMANDE D'INTERPELLATION

M. le président. J'ai reçu de M. Cazeneuve la demande d'interpellation suivante :

« Paris, le 21 janvier 1914.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de déposer entre vos mains une demande d'interpellation à M. le

ministre de la guerre sur la suppression du centre d'aviation militaire et de l'école d'aviation militaire à Bron, près de Lyon, après des dépenses importantes consenties et engagées par cette commune, par le département du Rhône et par l'Etat.

« Veuillez agréer, monsieur le président l'assurance de ma haute considération.

« CAZENEUVE ».

Je propose au Sénat d'attendre, pour fixer le jour de la discussion de cette interpellation, la présence de M. le ministre de la guerre. (*Adhésion.*)

Cette interpellation pourrait d'ailleurs être jointe à celle de M. Reymond sur l'aéronautique militaire.

4. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 21 janvier 1914.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 21 janvier 1914, la Chambre des députés a adopté, avec modifications, une proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1884.

« Le vote a eu lieu après déclaration de l'urgence.

« Conformément aux dispositions de l'article 141 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée à la commission précédemment saisie.
Elle sera imprimée et distribuée.

5. — DÉPÔT DE RAPPORT

M. le président. La parole est à M. Aimond.

M. Aimond, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat le rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1913, pour une nouvelle répartition des sous-secrétariats d'Etat.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

6. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI D'INTÉRÊT LOCAL

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Bourbourg à Drincham (Nord).

M. Eugène Guérin, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition ?

L'urgence est déclarée.

Personne ne demande la parole pour la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Est reporté au 31 juillet 1915, en ce qui concerne la ligne de Bourbourg à Drincham, le terme du délai fixé par l'article 2 de la loi du 27 juillet 1907, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du réseau dit « groupe du Nord » des chemins de fer d'intérêt local du département du Nord. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

7. — SUITE DE LA 1^{re} DÉLIBÉRATION SUR LE PROJET DE LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE REVENU

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu.

La parole est à M. Martinet pour continuer son discours.

M. Martinet. Mes chers collègues, nous avons, avant-hier, examiné la situation qui serait faite à la propriété bâtie par suite du vote de l'impôt sur le revenu. Nous allons aujourd'hui examiner quelle est la situation de la propriété non bâtie.

La loi du 24 juillet 1894 dispose : « Il sera procédé, par l'administration des contributions directes, aux évaluations nécessaires pour transformer la contribution foncière des propriétés en un impôt sur le revenu net de ces propriétés. » En exécution de cette loi, l'administration effectua des travaux de sondage dont les résultats sont exposés dans un rapport du directeur général des contributions directes du 19 février 1895.

Le rapport constate que « le procédé consistant à déterminer en bloc, par nature de culture, le revenu foncier de chaque propriétaire, n'a donné que des résultats très imparfaits et qu'on ne peut arriver à connaître le revenu imposable des divers contribuables qu'en évaluant successivement chacune des parcelles ou propriétés inscrites dans les matrices au nom de chacun d'eux. On s'est trouvé... » — ajoute-t-il — « ...en présence de difficultés insurmontables lorsqu'il a fallu arriver à la détermination exacte du revenu, sans atténuation comme sans exagération. »

« Et cependant... » — conclut le directeur général, non sans une pointe d'ironie — « ...je dois faire remarquer que les travaux d'essai ont été effectués dans les communes choisies comme dévouées au Gouvernement et dont les répartiteurs n'étaient nullement hostiles à l'administration ». Il propose enfin, pour mener à bien ce travail, de confier les nouvelles évaluations foncières à des classificateurs spéciaux nommés par les conseils municipaux ; de créer des commissions cantonales composées des représentants élus de chaque canton, d'un délégué des associations agricoles de la région, du professeur d'agriculture, etc. Une commission centrale, instituée à chaque chef-lieu de département, aurait pour mission de prononcer sur les propositions de la commission cantonale.

Dans le projet de loi du 22 octobre 1895, portant fixation des voies et moyens destinés à assurer l'exécution de la loi de 1894

relative à l'évaluation du revenu net des propriétés non bâties, M. Ribot, alors ministre des finances, prévoit l'organisation de commissions cantonales composées de sept membres, savoir :

- Le conseiller général du canton, président;
 - Le conseiller d'arrondissement;
 - Le maire d'une commune du canton, désigné par le préfet;
 - L'inspecteur des contributions directes;
 - Le contrôleur des contributions directes qui a procédé aux évaluations;
 - Le receveur d'enregistrement du canton;
 - Le professeur départemental d'agriculture.
- Et de commissions départementales comprenant :
- Le préfet, président;
 - Trois conseillers généraux désignés par l'assemblée départementale;
 - Deux propriétaires fonciers nommés par le préfet;
 - Le directeur des contributions directes;
 - Le directeur de l'enregistrement;
 - L'inspecteur des contributions directes;
 - Le professeur départemental d'agriculture.

Dans l'exposé des motifs du 4 juin 1896, ces mêmes dispositions sont, à quelques détails près, reproduites par M. Cochery, successeur de M. Ribot au ministère des finances.

Il ajoute : « Mais avant toute opération, il est nécessaire de fixer législativement les détails de l'exécution. »

Lorsque fut discuté devant le Sénat le projet de loi sur la nouvelle évaluation de la propriété non bâtie, le rapporteur, M. Monestier, dans les séances des 6 et 16 février 1899, constate qu'on ne pouvait confier au Gouvernement le soin de fixer lui-même les bases de l'impôt. Il fallait y associer les intéressés, l'Etat, les départements, les communes, les contribuables.

Au nom de la commission, il donne l'assurance qu'en aucun cas ce ne sera pas un travail de bureau qui se fera à la mairie ou à distance sur un plan; les opérateurs doivent avoir sous les yeux les parcelles des terres à classer.

Le ministre des finances d'alors, M. Peytral, donne son assentiment sans réserve à ces dispositions.

L'article 4 de la loi prévoit la création de commissions cantonales, départementales et d'une commission supérieure chargée de donner une sanction à ce travail d'évaluation. Le rapport de M. Merlou à la Chambre propose en 1900 d'adopter ces mêmes dispositions.

C'est alors que le ministre des finances dépose le 21 novembre 1907 un projet de loi ayant pour objet une nouvelle évaluation du revenu de la propriété foncière non bâtie.

Il y est dit : « Le revenu de la propriété non bâtie sera évalué d'après les procédés dont on s'est servi pour chercher à déterminer le revenu de la propriété bâtie ».

C'était, d'une manière inavouée, faire sanctionner par le Parlement l'exclusion de la représentation à laquelle ont droit les contribuables dans la détermination de l'impôt et ouvrir de nouveau la porte à l'arbitraire; c'était le moment attendu.

Si vous voulez bien, mes chers collègues, me permettre de jeter avec vous un coup d'œil en arrière, vous allez voir que la situation se présente d'une façon très nette et très claire.

Mardi, dans la dernière séance, nous avons examiné la situation à partir de 1818. Nous avons vu comment, dans les lois de 1818, de 1821, dans d'autres encore jusqu'en 1850, il avait toujours été stipulé que l'évaluation ne serait faite qu'à un point de vue provisoire par les agents du fisc et serait

soumise à l'examen et à la sanction de commissions locales, cantonales et départementales, qui sanctionneraient définitivement les évaluations faites par le fisc. Nous avons vu, d'autre part, que pendant cette période qui a duré près d'un demi-siècle, en aucun cas, et notamment en 1850, l'administration du fisc n'avait voulu consentir à accepter le concours des assemblées électives.

En 1885 seulement, du jour où le fisc a été mis seul en situation de prononcer sur les évaluations, ces évaluations ont été faites, et elles l'ont été dans les conditions déplorables que vous connaissez, c'est-à-dire qu'au lieu d'une péréquation, les inégalités entre les contribuables ont été considérablement augmentées, et qu'aujourd'hui elles deviennent un véritable scandale par suite de l'adjonction de la loi de 1908, qui a pour but d'arriver presque à la confiscation de la propriété bâtie.

Si vous voulez bien vous reporter à l'époque actuelle, vous reconnaîtrez qu'en 1894 le directeur général des contributions directes, à la suite d'un rapport fortement documenté, propose de nommer une commission cantonale et une commission départementale, qui viendront vérifier et sanctionner les opérations faites par l'administration des contributions directes. Vous verrez que M. Ribot, dans le projet de 1895, propose de constituer les mêmes commissions. Il en est de même en 1896 du projet de M. Cochery; enfin le Sénat, en 1899, accepte les mêmes dispositions.

Pendant la période de temps qui s'est écoulée de 1899 à 1907, l'administration des finances a refusé de se livrer à tout travail d'évaluation et ne le reprend de nouveau que lorsque le ministre, en supprimant le contrôle des commissions électives, enlève aux contribuables toute garantie.

C'est dans ces conditions que fut inséré dans la loi de finances du 31 décembre 1907, par un véritable coup de force ainsi que nous le verrons plus loin, un article 3 ainsi conçu :

« Les opérations prescrites par l'article 40 de la loi du 21 juillet 1894 seront immédiatement entreprises à l'aide du crédit de 3 millions ouvert au ministre des finances. Elles auront pour objet de déterminer le revenu actuel des propriétés non bâties.

« Les évaluations seront effectuées dans chaque commune en tenant compte des exploitations distinctes d'après un tarif établi par nature de cultures et de propriétés ou à l'aide de baux authentiques ou de déclarations de locations verbales dûment enregistrées. »

Cet article dont la discussion eut lieu à la séance du 31 décembre, quelques minutes seulement avant la clôture de la session, contenait, *in fine*, le paragraphe suivant :

« Un compte rendu des premières opérations faites, et un texte précisant les méthodes d'exécution seront soumis au Parlement en même temps que le projet de loi sur les contributions directes de l'exercice 1909. »

Ce paragraphe qui constituait une légère garantie fut, dans une séance de nuit, sur les instances du ministre, supprimé par la Chambre. Le Sénat fut mis en demeure, sous la menace du vote de douzièmes provisoires, d'adopter cette suppression. Il était alors 11 h. 50 du soir.

Le fisc avait atteint son but. Il était le maître de la situation. C'était dès lors un Etat dans l'Etat.

Dans une question aussi grave qui intéresse à la fois la fortune privée et la fortune publique, et qui touche à la sécurité même de l'Etat, tout a été laissé à l'imprévu. On ne s'est nullement préoccupé de déterminer comment on arriverait à cette transformation radicale de notre régime financier.

C'est un agent des finances, le directeur général des contributions directes, qui, sans mandat, supplée au silence du législateur et qui, dans les instructions adressées à son personnel, abolit toutes les garanties que la loi reconnaît à chaque citoyen.

Pour fausser la loi on tente d'établir une regrettable confusion entre « le revenu net actuel » et « la valeur locative réelle ».

« Le législateur, lisons-nous à la page 20 du rapport sur le résultat des évaluations, n'a pas défini le « revenu net », mais les discussions qui ont précédé le vote de la loi établissent clairement qu'il faut entendre par cette expression la valeur locative des terres... Les mots revenu net et valeur locative se correspondent exactement dans le langage financier. »

Cette interprétation toute fantaisiste et qui ne repose sur aucune base solide est non seulement en contradiction avec les lois existantes, mais encore en opposition formelle avec la réalité des faits. L'acte de location ne représente pas le revenu net imposable d'une propriété; restent à la charge du propriétaire les frais de toute nature : impôts, réparations, entretien, assurances, culture, semence, etc.

Dans un rapport déposé, le 3 juillet, au nom de la commission des finances, M. Aïmond détermine très exactement le défaut de correspondance qui existe entre « revenu net » et « valeur locative ».

Pour la propriété bâtie, au produit intrinsèque de l'immeuble viennent se superposer des charges nombreuses : les impôts, taxes municipales, taxes de remplacement, droits d'octroi, réfection des façades; certaines installations privées, chauffage central, gaz, électricité, ascenseur, téléphone etc.; toutes charges qui sont comprises dans la valeur locative et qui, en réalité, pour la plupart, ne sauraient constituer un revenu. Ce sont, le plus souvent, des avances dont le propriétaire se rembourse sur son locataire à chaque trimestre. Le fisc, fidèle aux instructions reçues, les comprend dans la valeur locative. Il fait plus encore, il compare ces immeubles, pris pour types, à ceux qui, ne jouissant pas des mêmes avantages intérieurs, ont une apparence extérieure identique et leur donne à tous la même évaluation. Ainsi s'explique que nombre d'immeubles ont à payer sur une valeur locative de beaucoup supérieure à la réalité.

Pour la propriété non bâtie, d'autre part, il faut, dans tels départements, pour obtenir un revenu net de 4 p. 100, réaliser un revenu brut de 10 p. 100. Dans tels autres, pour obtenir un revenu net de 5 p. 100, le revenu brut doit être de 10 p. 100, etc.

Le revenu brut est la « valeur locative », le « revenu net » est la valeur réellement imposable : prétendre, comme l'indique le ministre, que les mots « revenu net » et « valeur locative » se correspondent exactement revient à fausser l'esprit de la loi. C'est l'exploitation du contribuable.

« Les terres se louent en raison de leur produit net, dit l'Adresse aux Français. On ne compte pour leur revenu que leur valeur locative; et cette valeur locative n'existe qu'après qu'on a prélevé sur les récoltes le paiement de tous les frais et l'intérêt de toutes les avances de la culture. »

La loi du 22 frimaire an VII détermine comme revenu imposable « ce qui reste au propriétaire déduction faite, sur les produits bruts, des frais de culture, récoltes, semence, entretien. » Le directeur général abroge d'un trait de plume ces dispositions qui le gênent. C'est désormais sur l'arbitraire que vont reposer les évaluations prescrites par la loi. C'est au contrôleur, à l'inspecteur, au directeur des contributions directes, agents du fisc,

étrangers au pays, ignorants de la constitution géologique du sol, des coutumes locales, des modes de culture, de la valeur réelle du sol; du produit net de la terre, qu'incombent le soin de prononcer arbitrairement et sans appel.

Le mot de Beaumarchais sera toujours vrai : « Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint ». (*Sourires.*)

On invente à leur usage une formule nouvelle : la réforme fiscale aura pour but la personnalité de l'impôt. Pour y arriver, on supprime la taxation d'après les revenus vrais pour asséoir l'impôt sur des revenus théoriques, des revenus de genres, mots vides de sens et qui n'ont de valeur que parce que, en raison de leur vogue, ils laissent la porte ouverte à toutes les irrégularités.

Ceci nous amène à rechercher comment et dans quelles conditions ces évaluations sont établies.

Les agents du fisc débutent de préférence dans les petites communes où ils sont à peu près certains de ne trouver personne qui les contredise.

Ils ne s'occupent que de baux, même dans les communes où il n'en existe pas. Ils s'en réfèrent alors à quelques rares baux qui peuvent exister dans les communes voisines, et qui, n'ayant aucun rapport avec la situation de la commune en cause, devraient être écartés.

Ils n'admettent pour point de comparaison aucun acte de vente sous prétexte que les prix portés dans ces actes ne sont pas sincères, même s'il s'agit de ventes judiciaires; ils se gardent bien d'expliquer aux intéressés la différence qui existe entre le produit de la terre et le revenu net réel; ils passent sous silence le bénéfice agricole; ils opèrent seuls au cabinet, le plus souvent, en l'absence des intéressés qu'on évite de convoquer; ils font en quelques heures une évaluation qui demanderait des semaines.

Qu'ont produit ces instructions? Comment opèrent les agents du fisc, quelles garanties présente leur travail? C'est ce que nous allons brièvement examiner.

J'épargnerai au Sénat le détail de toutes les surévaluations que j'ai eu à constater; elles sont les mêmes que celles qui ont été apportées à la dernière séance pour la discussion de l'impôt sur la propriété bâtie; ce sont des surévaluations qui varient de 300 à 500 p. 100 du revenu réel.

En pratique, c'est une vérité de La Palisse que, pour édifier un impôt sur le revenu, il faut, avant tout, déterminer et connaître ce revenu. Dans la loi qui nous occupe, rien de pareil; on supprime toute détermination nette et exacte du revenu, on ne marche que sur des suppositions et des présomptions; et comme, en pareille matière, les suppositions et les présomptions ne peuvent engendrer que l'erreur, on se préoccupe seulement de développer et de renforcer cette erreur.

Nous sommes entrés dans ces détails, afin qu'il soit bien démontré avec quelles difficultés, quelles impossibilités, avec quelles sources de dangers vont se trouver aux prises les propriétaires fonciers pour l'application de l'impôt dit impôt général sur le revenu.

On a beaucoup parlé, dans le rapport, du mode d'évaluation de l'impôt sur le revenu en Prusse. Quoi qu'on en ait dit, il faut bien admettre que le système a du bon, puisque non seulement tous les Etats confédérés de l'Allemagne, mais encore d'autres peuples qu'on ne pourrait soupçonner de « caporalisme » : l'Autriche, l'Italie, tous les Etats de l'Europe et du monde civilisé, peuples libres et indépendants entre tous qui ne toléreraient ni vexations ni procédés inquisitoriaux, l'ont complètement adopté. La Prusse, au surplus, n'arien innové; dans

la direction donnée par elle à l'assiette et à l'évaluation de l'impôt, elle n'a fait que s'approprier et qu'appliquer les dispositions de nos lois et de nos ordonnances de 1818 à 1850, dont nous avons cité les textes.

Ces règles se réduisent à quelques préceptes : l'évaluation est effectuée avec le concours de l'intéressé; l'Etat cesse d'être tout à la fois juge et partie; les décisions en matière d'évaluation du revenu et d'assiette de la taxe sont laissées au jugement de commissions à trois degrés dans lesquelles l'élément électif représentant les contribuables doit toujours être en majorité. Les contribuables et l'Etat sont admis à se pourvoir dans les mêmes conditions devant des commissions de pourvoi et d'appel.

Le projet qui nous est soumis procède d'un point de vue tout différent. Il donne au fisc une ampleur pour laquelle il n'était pas fait et bien moins encore préparé. Il en fait l'arbitre de la fortune publique et lui abandonne la destinée de tous les citoyens. C'est un modeste agent des finances, le contrôleur, revêtu des pouvoirs les plus exorbitants, qui déterminera, suivant son impression, la fortune de chacun, fixera en maître l'assiette de l'impôt, prononcera sans appel.

Dans les Etats à impôt sur le revenu, on détermine annuellement le revenu brut. Pour obtenir le revenu net on déduit les dépenses et les charges qui le grèvent.

En Allemagne, la feuille d'avertissement remise chaque année aux contribuables détermine les déductions qu'ils sont fondés à réclamer. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails; je mentionnerai qu'il est fait distraction des frais nécessaires à la constitution, à la sécurité, à l'entretien du capital, des charges qui incombent au propriétaire du fonds, notamment en ce qui touche la terre; des frais nécessaires à la production de la récolte, à l'entretien des bâtiments d'exploitation.

C'est l'impôt direct sur le revenu vrai.

En France, l'évaluation purement administrative est basée sur des suppositions et des présomptions; on détermine arbitrairement un revenu fictif.

Cette évaluation sera réputée définitive. Pendant une longue suite d'années, le contribuable aura à payer l'impôt sur un revenu volontairement faussé. Il subira encore, de ce chef, une répercussion ruineuse qui, lorsqu'il s'agira de partages, d'échanges, de successions, deviendra une réelle confiscation.

Comment concilier cette multiplicité de facteurs qui influent sur la constitution du revenu annuel réellement imposable avec les procédés d'évaluation et de contrôle admis par la commission?

Nous trouvons dans le rapport de la commission la phrase suivante, éminemment suggestive : « La déclaration obligatoire conduit, de l'aveu même du gouvernement (prussien), à des pouvoirs excessifs de l'administration », et nous nous étions dit que la commission allait placer le contribuable français sur un lit de roses. (*On rit.*) Par le fait en parcourant le projet de loi qui nous est soumis, nous n'y avons pas trouvé l'effrayante déclaration obligatoire et les criminels pouvoirs qu'elle donne à l'administration, mais nous y avons trouvé la déclaration facultative et, au fur et à mesure que nous avançons dans la lecture des articles, notre satisfaction se trouvait tempérée.

Chaque année, le contribuable pourra — et non devra, toute la différence est dans ce mot — déclarer quels sont ses revenus au mois de janvier. Cette déclaration est soumise à l'examen d'une commission composée des trois plus anciens contrôleurs.

Cette déclaration, fût-elle exacte et conforme à la réalité des faits, ne sera pas

admise, par habitude professionnelle; et alors, s'engagera la conversation suivante :

« Nous ne pouvons accepter une déclaration ainsi présentée, dira le conseil des anciens; nous vous imposons d'office, et pour votre revenu, et pour votre bénéfice agricole. — Je n'ai malheureusement, cette année, que des revenus très faibles, et mon bénéfice agricole se solde par un déficit, — répond le contribuable. La grêle a détruit mes céréales; mes vignes, atteintes par les maladies cryptogamiques, n'ont même pas payé les frais de culture, et une épidémie s'est abattue sur mon bétail. Je vous fais ma déclaration en toute sincérité. — Ce n'est pas notre affaire, lui sera-t-il répliqué; par ordre du ministre, nous avons désigné la parcelle de Jacques qui habite là-bas, à l'extrémité de la commune, comme parcelle type, cela veut dire que, pendant vingt ans au moins, et probablement pour toujours, vous aurez à payer l'impôt sur le même pied qu'il nous a plu de fixer par voie de comparaison. Guidez-vous là-dessus et dispensez-vous, à l'avenir, d'avoir de la grêle, des gelées, des maladies cryptogamiques ou des épidémies; elles n'existaient pas sur la parcelle de Jacques quand nous l'avons prise pour type. A raison de votre tentative de fraude, nous vous taxons au maximum, et, si vous ne pouvez payer, on saisira votre bien.

L'évaluation administrative par les signes extérieurs, en l'absence de la déclaration facultative, vient encore renforcer l'arbitraire.

On propose d'admettre comme signes du degré d'aisance le domicile, les domestiques, les chevaux, les voitures, etc., et de baser là-dessus une imposition. Pourquoi ne pas prendre, aussi bien, comme signes distinctifs de la richesse, les galeries de peinture, les collections ou bien, comme il se fait dans certains Etats d'Amérique, la vaisselle, l'argenterie, les statues, les tableaux?

La taxe sur l'habitation, sur les domestiques, sur les chevaux, sur les voitures, à quelque catégorie qu'elles appartiennent, est de toutes, en effet, celle qu'il sera le plus facile d'esquiver. On ne loue pas des tableaux, des statues, des collections, même de l'argenterie de luxe; mais à Paris, comme dans beaucoup d'autres villes, on prend à l'heure, à la journée, au mois, chevaux, voitures, automobiles, cochers, chauffeurs, valets de pied, le tout fourni par un entrepreneur.

Pour beaucoup de familles, l'usage s'étend de plus en plus de vivre, soit au cercle, soit même à l'hôtel. Dans de très riches maisons, on se contente d'avoir une ou deux domestiques femmes; on a, habituellement, un homme de passage, un extra, qui fait le gros ouvrage, cirer les parquets, sert dans les diners ou dans les soirées. Tous les gens de cette catégorie ne verraient pas leur taxe basée sur des signes extérieurs augmentée en raison de leur loyer, de leurs voitures, de leurs chevaux, de leur personnel. On peut ainsi avoir tous les signes de la richesse et, grâce au système de la commission, ne rien payer à l'impôt.

La taxe ne frappera, en réalité, que la province, là où par suite des difficultés de l'existence, de l'éloignement ou du défaut de moyens de communications et de transport, de certaines nécessités professionnelles, etc., on se trouve dans l'obligation d'avoir un gros loyer, un personnel stable, et de suppléer, par soi-même, à l'imperfection des moyens locaux.

En résumé, nous nous trouvons en présence d'une parodie de l'impôt sur le revenu, mais d'une parodie inquiétante, en ce sens qu'elle ne tend à rien moins qu'à supprimer toutes les garanties qui sont la caractéristique d'un impôt honnête, honnê-

tement établi, pour y substituer l'arbitraire. Elle fausse tous les rouages de notre vie publique, les principes d'un droit plus que séculaire, pour nous ramener au régime des impôts tels qu'aux siècles passés ils existaient, en Italie, dans une république qui en est morte; en France, dans une royauté qu'ils ont emportée dans l'excès de leur impopularité.

Le travail qui nous est présenté comme base de l'impôt est à peine ébauché, incomplet. Est-ce à dire qu'il doit être abandonné? Nous ne le pensons pas. Ce qui a été fait a son utilité; mais ce n'est qu'un projet.

Nous allons passer à la discussion des articles: en retouchant certaines restrictions trop absolues, en supprimant certains concours compromettants, en appelant résolument la nation à participer à l'œuvre commune, nous pouvons mettre sur pied un système financier digne de la France et de la République. (*Très bien! et applaudissements au centre et à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. d'Estournelles de Constant.

M. d'Estournelles de Constant. Messieurs, il y a un hommage que je veux tout d'abord rendre à notre honorable collègue M. Aimond: son rapport, entre autres mérites, a celui de répondre au reproche qu'on adresse au Sénat de ne pas vouloir entendre parler de l'impôt sur le revenu. L'honorable M. Aimond en parle, il le discute et il l'étudie, je ne dis pas avec sa conscience admirable — car cela devient maintenant une banalité que d'adresser à M. Aimond cet éloge (*Très bien! très bien!*) — mais en tous cas pour notre profit. Je crois être l'interprète de tous mes collègues, sans distinction d'opinion, en disant que son rapport, non seulement lui fait honneur, mais fait grand honneur au Sénat. (*Nouvelle approbation.*)

Sans parler des renseignements qu'il contient, tous plus instructifs les uns que les autres, il est rédigé dans l'esprit qui caractérise l'ensemble des rapports déjà nombreux — toute une bibliothèque — qu'il a déposés tant comme rapporteur général que comme rapporteur d'importantes questions ou de budgets spéciaux. Ce rapport est conçu dans un esprit que, pour ma part, j'apprécie particulièrement et qui concilie toujours les préoccupations du financier et celles de l'économiste, dans cet esprit que M. le président recommandait, il y a quelques jours, à l'attention du Sénat, quand il disait que nous ne pouvons créer d'impôts nouveaux sans une formation correspondante de richesse publique. (*Très bien! très bien!*)

Je rends hommage à l'immense labeur de M. Aimond; et, ce qui m'intéresse surtout dans son travail, dont je ne discuterai pas aujourd'hui les conclusions, c'est qu'il ne cherche pas à se faire et à nous faire d'illusions. Je lui en sais, pour ma part, le plus grand gré. (*Très bien! très bien!*)

Entendons-nous bien, messieurs, sur ce que j'appellerai les illusions de l'impôt sur le revenu, et j'en dirai autant d'un impôt sur le capital: nous sommes tous, plus ou moins, mais nous sommes tous convaincus de la nécessité d'un remaniement de notre système fiscal; cette nécessité ne fait plus de doute (*Nombreux signes d'assentiment à gauche*), nous ne pouvons indéfiniment vivre sous un régime séculaire d'impôts qui ont fait leurs preuves, je ne l'oublie pas, mais qui, pour un bon nombre, ne correspondent plus, ni aux intentions du législateur, ni aux facultés respectives des contribuables, pas plus qu'aux considérations élémentaires de prudence et d'équité qui doivent déterminer la répartition des charges publiques.

Nous sommes tous plus ou moins con-

vaincus qu'une large réforme fiscale est nécessaire, une large réforme très libérale et très généreuse de tout le système; en ce sens — disons le bien haut, qu'il s'agisse de l'impôt sur les revenus ou sur le revenu ou sur le capital — en ce sens que la richesse paie largement et progressivement sa part des charges communes.

M. Hervey. Elle paie 18 p. 100 de son revenu!

M. d'Estournelles de Constant. Mais, cela dit, j'insisterai sur le très grave danger de nous faire des illusions.

Aucun de nous, personne dans cette Assemblée ou à la Chambre, personne parmi les auteurs des nombreux projets dont le Parlement a été saisi dans ces dernières années ne s'est prononcé avec certitude quant au produit, quant au rendement de l'impôt sur le revenu; sur ce point, nous observons tous la plus sage réserve; nous restons sur nos gardes ou, pour tout dire, nous ne sommes pas sans de naturelles appréhensions; nous ne savons pas et personne ne peut savoir ce que donneront les divers impôts projetés: nous ne savons pas, nous sommes dans le doute; mais je crains fort — et c'est ce que je voudrais faire ressortir à cette tribune — je crains que, dans le pays, il n'en soit pas de même.

Ne pensez pas, messieurs, qu'il soit inutile d'insister sur ce point; il est capital. Je crains que nous ne soyons en face d'un malentendu grave; je crains que, dans le pays, on n'ait, depuis longtemps, une tendance à croire que l'impôt sur le revenu, à plus forte raison l'impôt sur le capital, constitueront, non pas seulement la grande ressource, mais le remède à toutes nos difficultés financières. (*C'est très vrai! à gauche.*)

C'est là un grand danger, c'est la source de déceptions que nous regretterons amèrement peut-être, dont, en tous cas, nos consciences ne pourraient s'accommoder.

Je serai, pour ma part, très heureux si M. le ministre des finances peut m'apporter à cet égard, des lumières qui me manquent. Je vois bien, dans l'impôt progressif sur le revenu, dans l'impôt sur le capital, je le répète, les satisfactions de justice auxquelles nous aspirons, mais j'y vois aussi les plus grandes incertitudes.

En revanche — et voilà le contraste troublant, émouvant — des réalités terribles, immédiates, indiscutées s'opposent à ces incertitudes, et ces réalités, nous n'avons pas à les imaginer, elles sont là devant nous. Et c'est M. le ministre des finances lui-même qui nous les découvre et qui les constate officiellement, dans une lettre frappante par sa conclusion et par sa netteté, qu'il vient d'adresser au président de la commission du budget de la Chambre des députés.

Dans cette lettre, dont le texte vous a été distribué, le ministre des finances nous soumet le tableau sommaire, d'autant plus vivant, des principales difficultés financières qui nous attendent, non pas après-demain, mais tout de suite.

Depuis longtemps on nous effrayait de cet avenir; on nous disait, j'ai dit moi-même dès mon entrée au Parlement: « Prenez garde, nous marchons à l'abîme, au gouffre! » Eh bien! aujourd'hui, le gouffre est là! Nous n'y marchons plus, nous y touchons. (*Mouvements divers.*)

Oui, le gouffre est là, sous nos yeux et non dans notre imagination.

Cela vaut que nous en parlions; cela vaut bien de notre part une certaine réflexion, un certain examen de conscience. (*Très bien! très bien! sur un grand nombre de bancs.*)

Je n'exagère rien, messieurs, je constate; j'essaie de voir où nous en sommes. M. le

ministre nous rappelle, d'abord le déficit annoncé par son prédécesseur pour l'année courante: 794 millions, si je ne me trompe et s'il n'est pas lui-même trop optimiste, il me serait facile, si je voulais épiloguer, d'arrondir ce chiffre de 794 millions et de le pousser, sans invraisemblance, jusqu'au milliard. Mais ce déficit d'une seule année n'est qu'un commencement. Il y a les charges extraordinaires auxquelles il s'agit de pourvoir, sinon cette année, au moins dans un espace de temps très rapproché, par paiements échelonnés, que nous ne pouvons indéfiniment ajourner. C'est encore un total supplémentaire de 1,830 millions.

Mais ce dernier chiffre me paraît, plus encore que le précédent, singulièrement optimiste, dans ce tableau qui paraissait pourtant déjà si noir!

Je ne peux pas dire que cet optimisme m'étonne, car, après tout, c'est le devoir, c'est presque la fonction d'un ministre des finances d'être optimiste et de ne pas nous présenter les choses sous un jour trop décourageant. (*Mouvements divers.*) Cela peut se discuter, mais je comprends très bien que M. le ministre ait préféré rester plutôt en deçà qu'au delà des prévisions inquiétantes. Il est clair que la situation du ministre des finances est très délicate; quand il nous parle de la perspective d'un, de deux, de trois emprunts, échelonnés sur très peu d'années, pour arriver, tant bien que mal à subvenir à ces dépenses extraordinaires, il est assez naturel qu'il cherche à ne pas effrayer le marché, à ne pas créer la panique, ou, tout au moins, l'alarme, qu'il a mission de prévenir. (*Approbation.*) Nous sommes bien d'accord là-dessus.

Je dis donc, messieurs, que M. le ministre des finances a été volontairement, j'en suis convaincu, mais incontestablement optimiste, quand il a parlé des dépenses navales et militaires extraordinaires de 1,830 millions seulement; attendu — il le dit d'ailleurs lui-même — que les dépenses considérables engagées au Maroc ne sont pas comptées dans ce chiffre et qu'il y a encore autre chose. Ecoutez bien, messieurs.

Je puis me tromper, je voudrais me tromper, mais, dans vos calculs, monsieur le ministre, vous n'avez parlé que de la guerre et de la marine. Pour la guerre, si je me rappelle bien, il s'agit de 1,410 millions; pour la marine, de 420 millions. Sur ces 1,410 millions de la guerre, il me serait vraiment trop aisé de rappeler tout ce qui nous manque, combien de dépenses sont depuis longtemps réclamées et seront réclamées demain, auxquelles il serait sage, peut-être même indispensable, de pourvoir.

Pour la marine — j'en dirai un mot tout à l'heure — c'est encore bien pis! Mais il y a un point, monsieur le ministre, dont vous n'avez pas parlé: c'est la défense des colonies... Vous ne répondez pas, mais qui ne dit mot consent.

M. le ministre des finances. Il n'y a pas de programme extraordinaire pour la défense des colonies, et je me permets simplement d'indiquer que si nous voulons à la fois faire tout sur terre, sur mer et aux colonies, nous nous trouverons en présence d'un ensemble de charges auquel le pays ne suffirait pas. (*Mouvements divers.*)

M. d'Estournelles de Constant. Nous sommes tout à fait d'accord. Il s'agit, en ce moment, de tâcher d'arriver à un peu de précision, de nous rendre compte de ce qu'est approximativement la profondeur de ce gouffre au bord duquel nous sommes arrivés et que vous avez eu le mérite de vouloir sonder.

Vous parlez de 1,830 millions; je crois, moi, qu'il serait plus simple et plus exact de reconnaître que ce chiffre sera certainement dépassé. Vous nous déclarez qu'il n'y

a pas de programme pour la défense des colonies; cela ne veut pas dire qu'on ne découvrira pas, un jour ou l'autre, la nécessité d'organiser cette défense. Mais je passe... et je m'en tiens à vos chiffres.

Nous avons donc, d'une part, 794 millions, d'autre part 1,830 millions. Cela ne fait pas loin de 3 milliards! En réalité, cela fait davantage, si on compte — et il faudra bien les compter — les dépenses du Maroc!

M. Peytral. Cela ne peut pas s'additionner!

M. d'Estournelles de Constant. Voilà une admirable réponse d'excellent financier! Cela ne peut pas s'additionner? Laissez-moi vous dire qu'il faudra que cela se paye tout de même. (*Très bien! très bien! sur un grand nombre de bancs.*)

Et je me demande si le contribuable vous suivra dans cette belle rigueur financière! Pourquoi alors M. le ministre des finances inscrit-il dans la même phrase, et pour en former un seul total, le déficit du budget annuel et les dépenses extraordinaires mises en dehors de ce budget?

Je n'insiste pas. Vous m'accorderez cependant que nous ne sommes pas loin d'avoir à prévoir, cette année et les quelques années qui suivent, un déficit et des dépenses supplémentaires extraordinaires d'au moins 3 milliards.

Si vous ajoutez à cette constatation ce fait également indéniable que notre budget augmente chaque année et qu'il arrive au chiffre de 5,300 millions (à 50 millions près), il me paraît vraiment difficile de ne pas être inquiet.

Prenez garde, messieurs les financiers, d'avoir trop facilement raison des efforts d'un homme qui essaie tout simplement de raisonner avec le sens commun.

Un sénateur à droite. C'est si rare!

M. d'Estournelles de Constant. Prenez garde que notre budget augmente chaque année de 83 millions. Voilà qui est très clair, et encore ce chiffre n'est qu'une moyenne déjà dépassée de beaucoup; c'est la moyenne des augmentations pendant les dix dernières années...

M. le ministre. De 1901 à 1911. Elle est considérablement dépassée depuis 1911.

M. d'Estournelles de Constant. Vous le voyez, monsieur le ministre; vous-même, vous confirmez mes appréhensions! Je ne voulais pas pousser les choses trop au noir et je me bornais à la moyenne de 83 millions que vous aviez publiée. Restons-en à ce chiffre devenu modeste; si nous arrivons ainsi à un budget annuel de dépenses s'élevant à 5,300 millions, avec une moyenne d'augmentation déjà dépassée, alors je reviens à ce que je disais en commençant: quelles ressources attendez-vous donc de vos impôts sur le revenu et sur le capital pour faire face à de telles obligations? Comment espérez-vous que ces ressources soient jamais suffisantes? Comment éviterez-vous les terribles déceptions du pays, les désillusions, les mécomptes? (*Interruptions à gauche.*)

Ce n'est pas, encore une fois, monsieur Peytral, en financier que je me livre à cette analyse; je sais bien que chaque mot, chaque chiffre que je vais dire peut être repris par un spécialiste comme une hérésie ou comme une appréciation étrangère au langage financier.

Mais que voulez-vous? Mon inquiétude s'exprime comme elle peut, et elle ne date pas d'aujourd'hui.

Ce qui m'inquiète, dis-je, pour l'avenir, c'est le fardeau du passé que nous traînons, non seulement parce qu'il est énorme, mais parce que je le vois s'augmenter chaque

jour. Je sais que vous n'allez pas admettre encore la distinction que je voudrais faire, mais laissez-moi continuer ma démonstration.

Si je prends ce budget annuel de 5,300 millions et si j'examine ce qu'on a peut-être tort d'appeler, mais enfin ce qu'on appelle les dépenses productives et les dépenses improductives, je trouve que sur ces 5,300 millions, nous avons déjà comme dépenses improductives 1,318 millions et même un peu plus pour le service de la dette; puis 1,203 millions, non compris les dépenses du Maroc, pour les dépenses de la guerre et 500 millions, exactement 489 millions, non compris la marine marchande, pour les dépenses navales, soit au total — et vous pouvez être certains que ce n'est pas assez — plus de 3 milliards, exactement 3,010 millions de dépenses improductives, c'est-à-dire — le public comprend cela non seulement en France, mais partout — c'est-à-dire que plus de la moitié de notre budget est consacrée à des dépenses dites, à tort ou à raison, improductives. Et alors comment nous empêcher de nous écrier: « Combien de temps cela va-t-il pouvoir durer? »

Et depuis combien de temps cela dure-t-il? Et l'on remonte, hélas! à l'année terrible, on remonte à quarante-trois ans, et, sans adopter, bien entendu, une moyenne aussi élevée que ce chiffre de 3 milliards pour les dépenses improductives, en l'abaissant au chiffre, encore trop faible certainement, de deux milliards, cela fait quatre-vingt-six milliards au moins de dépenses improductives que nous avons payées en 43 ans.

M. Hervey. Et depuis Clovis cela fait beaucoup plus! (*Sourires.*)

M. d'Estournelles de Constant. 86 milliards! Combien de fois me suis-je demandé ce qu'on aurait pu faire, sans compromettre et en assurant au contraire d'autant mieux notre défense nationale, si nous avions pu appliquer seulement une partie de cette somme fabuleuse à de grands travaux d'utilité publique; combien de programmes Freycinet?...

Mais ces 86 milliards deviennent un chiffre relativement très faible avec nos moyennes actuelles de trois milliards de dépenses improductives par an. S'il est vrai que nous devons augmenter chaque année nos dépenses de plus de cent millions, je me demande comment nous ferons pour soutenir la lutte, la concurrence économique; je me demande comment nous pourrions — et j'en reviens encore à ma préoccupation initiale — renouveler ou même entretenir le fonds de notre production nationale; je me demande si nous n'allons pas y porter atteinte, si nous n'allons pas la frapper d'épuisement.

Après tout, me direz-vous, messieurs, dépenses improductives, ce sont là des mots! Nous pouvons les supporter, ces dépenses, si notre population augmente en même temps que notre courage, notre savoir, notre volonté, notre activité; nous nous en tirerons; nous nous en sommes bien tirés depuis quarante-trois ans. Non, et c'est là un fait qui ne peut être passé sous silence dans la discussion générale de l'impôt sur le revenu; c'est un fait qui domine tout le reste, c'est que notre population n'augmente pas. Oh! cela me serait à peu près égal (*Exclamations sur quelques bancs.*) si ce fait n'était pas relatif; mais, ici encore, tout dépend de ce qui se passe chez nos voisins, chez nos concurrents, chez nos rivaux, chez ceux qui nous guettent, qui nous font la guerre économique. Que se passe-t-il donc? C'est malheureusement clair comme de l'eau de roche.

Il se passe que nous restons péniblement au chiffre de 39 ou 40 millions d'habitants,

tandis que l'Allemagne a presque doublé le chiffre de sa population et qu'elle gagne chaque année la valeur de deux ou trois départements français. (*Mouvement général d'attention.*)

Cela est énorme, mais ce n'est pas tout: nous avons d'autres concurrents que les Allemands sur le marché économique. La Russie elle-même augmente sa population dans des proportions dont nous ne paraissons avoir aucune idée, dans des proportions effrayantes, et dont je comprends qu'on s'inquiète ailleurs qu'ici. La Russie, elle aussi, augmente sa population dans une proportion de quatre contre un par rapport à nous: elle a maintenant quatre fois notre population. Et je ne parle pas des Etats-Unis qui vont atteindre 100 millions d'habitants. Je pourrais aussi faire bien d'autres comparaisons non moins alarmantes; mais je m'en tiens à répéter que, si l'Allemagne double sa population, elle peut plus facilement que nous doubler ses impôts, puisque le nombre de ses contribuables sera doublé. (*Mouvements divers.*)

Cela encore, je le sais, peut se discuter...

M. Ribot. Ce que vous dites est juste.

M. d'Estournelles de Constant... tout peut se discuter.

M. le rapporteur. Vous avez raison en ce qui concerne les impôts indirects.

M. d'Estournelles de Constant. Qu'ils soient directs ou indirects, ce sont toujours des impôts; croyez bien que le contribuable n'y mettra pas tant de finesse; il dira: Nous sommes maintenant 40 millions seulement pour payer le double d'impôts; les Allemands, eux, seront bientôt deux fois plus nombreux pour supporter la même augmentation, donc le fardeau est plus léger pour eux que pour nous.

Plusieurs membres à gauche. C'est évident.

M. d'Estournelles de Constant. Mais il n'y a pas que l'Allemagne. Que direz-vous de ce monde nouveau qui surgit sur le marché économique? Que direz-vous de la Russie, doublée aujourd'hui, sous le rapport agricole surtout, de la Sibérie? La Sibérie est devenue tout un monde de productions dont nous n'avons quant à présent aucune idée, mais dont s'alarment à bon droit d'autres concurrents économiques, moins absorbés peut-être que nous par leurs affaires intérieures. Les Canadiens, les Américains, les Scandinaves, par exemple, savent très bien ce qu'est déjà, ce que sera la concurrence de la Sibérie.

La Russie fait des progrès tels qu'un de ses hommes d'Etat me disait récemment, à Saint-Petersbourg en plaisantant — mais le mot avait sa signification —: « Dans vingt ans nous serons annexés par la Sibérie. »

Il y a donc de tous les côtés, autour de nous ou loin de nous (qu'importe avec le progrès des communications modernes!) il y a donc une formidable levée de populations agricoles, industrielles, artistiques, de populations vivantes, actives, en un mot, qui va nous mettre insensiblement, mais sûrement et rapidement, en état d'infériorité économique. C'est ce que je voulais démontrer.

Et alors, j'en reviens toujours au début de mes observations, et je dis: que faisons-nous donc pour résister à ce progrès général et continu de nos rivaux? Allons-nous faire le jeu de ces rivaux en aggravant nos charges, alors qu'il serait urgent de les alléger? Est-ce ainsi que nous organiserons notre résistance économique, qui est la grande affaire maintenant? Je vois à son banc notre honorable collègue M. Touron qui m'écoute, et il me revient un mot de lui

qu'il voudra bien me permettre de rappeler, car il définit admirablement la situation.

En bon Français, très vaillamment, quand il a été question de cette infériorité économique que je redoute par rapport à nos concurrents plus nombreux, vous avez dit en substance, monsieur Tournon — le mot a été déjà cité non seulement par moi mais par plusieurs de nos collègues — :

« Cela est assurément très regrettable, mais que voulez-vous ? Nous travaillerons un peu plus, nous travaillerons quelques heures de plus chaque jour. »

Voilà le mot de M. Tournon ; je l'ai trouvé admirable ! Admirable et triste, admirable et inquiétant. (*Mouvements divers.*)

Oui, je le trouve inquiétant, parce qu'il est très facile de dire : nous travaillerons une heure, deux heures, trois heures de plus...

M. Tournon. Il ne faut pas me faire dire plus que je n'ai dit.

M. le ministre des finances. Vous avez bien dit cela.

M. d'Estournelles de Constant. Je ne crois pas me tromper. Je répète qu'il y a quelque chose de très vaillant dans le mot que vous avez prononcé, mais peut-être d'un peu imprudent aussi.

Vous avez raison, monsieur Tournon, de compter sur le Français, qu'il soit patron ou qu'il soit ouvrier, pour réaliser, lorsqu'on le lui demande, un effort ou même un tour de force ; mais cela ne peut pas durer toujours.

M. Tournon. Voulez-vous me permettre un mot ?

M. d'Estournelles de Constant. Je vous en prie.

M. Tournon. Puisque vous m'avez cité, très courtoisement, je le reconnais — et je vous remercie des paroles flatteuses que vous m'avez adressées — permettez-moi de préciser ce que j'ai dit.

J'ai dit que, étant donnée surtout la baisse de notre natalité, étant donné que nous sommes obligés de retenir sous les drapeaux 180,000 jeunes gens de plus, il fallait nous habituer à cette idée que, dans l'industrie et dans le commerce, nous devons désormais travailler plus longtemps que les autres nations.

M. le ministre des finances. C'est la même chose.

M. Tournon. Non, ce n'est pas la même chose. Cela veut dire — j'ai l'habitude d'être très net — que nous ne pouvons plus songer — peu m'importe ce qu'on en dira hors d'ici, car je constate un fait — à restreindre la liberté du travail et à raccourcir encore la journée de travail pour le moment.

Un sénateur à gauche. C'est une déclaration de tendance.

M. Tournon. C'est une constatation de fait.

M. d'Estournelles de Constant. Je suis très heureux, mon cher collègue, de vous avoir donné l'occasion de vous expliquer ; mais alors vous me permettez, à mon tour, de tirer de votre explication une inquiétude nouvelle parce que je ne crois pas du tout que cela arrange les choses. Je crois, au contraire, que cela peut les compliquer ; je crois, en un mot, que cela peut aggraver notre situation, notre infériorité économique. Permettez-moi de préciser.

M. le rapporteur. La question en vaut la peine.

M. d'Estournelles de Constant. Voici donc ce que je réponds à M. Tournon. Je lui dis : ne craignez-vous pas, en demandant

trop à un homme quel qu'il soit, précisément à raison de l'extrême bonne volonté, du dévouement et du patriotisme sur lesquels vous avez raison de compter de sa part, ne craignez-vous pas qu'il ne finisse par se lasser, par se décourager ? De là des mécontentements, des crises sociales, des grèves.

Mais, sans parler de politique intérieure, il y a encore un résultat non moins certain de votre système : c'est le surmenage. (*Protestations.*)

Oh ! pardon, vous y aboutissez.

M. Tournon. Mon cher collègue, je vous demande pardon d'être obligé de vous interrompre, mais puisque c'est un dialogue que vous poursuivez avec moi...

M. d'Estournelles de Constant. Que je poursuis ?

M. Tournon. ... je ne vous en fais pas un reproche, mais je suis cependant bien obligé de vous répondre.

Je n'ai pas dit, entendez-vous bien, qu'il fallait nous habituer à l'idée d'augmenter la journée de travail. J'ai dit, à plusieurs reprises, que certaines nations à natalité forte comme les Anglais et les Allemands, que certaines nations qui n'ont pas de service militaire comme les Anglais, que certaines nations qui ne prennent que deux contingents comme l'Allemagne, pourraient peut-être encore faire un pas dans la voie de la réglementation du travail, mais que nous ne pouvions pas les suivre, et qu'ainsi nous nous trouverons fatalement amenés, à un moment donné, à travailler plus longtemps qu'on ne le fait chez elles ! (*Très bien ! très bien ! sur plusieurs bancs.*)

M. d'Estournelles de Constant. Cela revient au même.

M. Tournon. Non, cela n'est pas du tout ce que vous m'avez fait dire. Je n'ai jamais dit qu'il faudrait allonger la durée actuelle de la journée de travail.

M. Dominique Delahaye. Il n'y a pas d'allègement, mais il n'y a pas de surmenage.

M. d'Estournelles de Constant. Si l'on constate qu'il y a lieu d'alléger partout la journée de travail, sauf en France, vous reconnaîtrez cependant que les mécontentements sont inévitables.

M. Tournon. Cela ne m'enchanté pas !

M. d'Estournelles de Constant. Mais ne parlons pas de mécontentements ; j'en reviens à mon mot de surmenage. Vous aboutirez forcément au surmenage, lequel mène, comme vous le savez bien, à l'alcoolisme et à la tuberculose.

Un sénateur. A la dyspepsie !

M. Dominique Delahaye. Et de la dyspepsie à la bradyspepsie, comme dit Molière.

M. d'Estournelles de Constant. Vous avez parlé de l'ouvrier de l'usine, mais vous n'avez pas parlé de l'ouvrier agricole, et là, en somme, toutes les réglementations...

Un sénateur à droite. Celui-là travaille toute la journée.

M. d'Estournelles de Constant. Toute la journée, oui, à une condition toutefois, à la condition que l'on trouve des ouvriers. Or, vous savez très bien qu'on ne les trouve pas ; ou du moins qu'on les trouve avec beaucoup de peine, et c'est là une observation qu'on peut et qu'on doit faire à cette tribune : les ouvriers deviennent si rares à la campagne, nos fermiers, les petits fermiers surtout, ceux qui n'ont pas à leur disposition l'outillage nécessaire pour se passer d'un ou deux ouvriers, ont tellement de mal à

recruter leur personnel qu'ils sont obligés d'employer leurs enfants à la place d'ouvriers ; et c'est pourquoi ils les emploient beaucoup trop jeunes. Ils se voient dans la nécessité de renoncer à les envoyer à l'école, et quand on nous parle de l'insuffisance de fréquentation scolaire, c'est là qu'il faut en chercher la cause principale. J'ai suivi de très près la question dans nos campagnes, et j'ai constaté que, bien souvent, les parents les plus dévoués, les plus désireux de donner de l'instruction à leurs enfants sont obligés d'y renoncer parce qu'ils devraient autrement renoncer à leur ferme, à leur gagne-pain.

Un sénateur au centre. C'est très exact.

M. d'Estournelles de Constant. Alors, que font-ils ? Ils vont trouver l'instituteur, et ils lui disent, car, après tout ils attachent un certain amour-propre — très bien placé d'ailleurs — à faire passer à leur fils son certificat d'études — ils disent à l'instituteur : faites-le lui passer avant l'âge. En sorte que vous avez à la fois une fréquentation scolaire qui diminue et des études primaires qui sont moins bonnes.

Tout cela porte atteinte au travail, tout cela porte atteinte à l'instruction, à l'apprentissage et, par conséquent, à notre production nationale.

Je laisse de côté ce qui concerne l'agriculture et l'industrie privée — mais voyons la situation des entreprises de l'Etat. Ici, je suis bien encore obligé de comparer avec l'étranger — et alors je vois que nos entreprises de l'Etat sont particulièrement défavorisées. Nous avons l'habitude de nous adresser à nous-mêmes de grands compliments sur les merveilles de notre administration, de nos services publics. (*M. Ribot fait un geste de dénégation.*)

Mais tout le monde n'a pas votre modestie et votre expérience, monsieur Ribot. Beaucoup d'entre nous se figurent que nous avons une administration modèle des télégraphes, une administration modèle des téléphones, des postes modèles. Si l'on compare toutes ces administrations à celles de nos concurrents économiques, — de ceux qui ont besoin d'être bien secondés, d'avoir à leur disposition un bon service de télégraphes, de téléphones et de postes, — qu'ils s'agisse de l'Allemagne, de la Scandinavie, de l'Angleterre ou des Etats-Unis — il n'y a pas un de ceux qui connaissent véritablement les progrès réalisés dans tous ces pays qui ne vous dise qu'en France, avec la meilleure volonté du monde, avec un personnel excellent, avec tous les efforts dont nous parlions tout à l'heure, on n'arrive pas à lutter.

Nous avons des services qui sont inférieurs et cela est forcé. C'est un des signes de plus en plus nombreux de l'infériorité économique à laquelle nous marchons, à laquelle il faut absolument que nous sachions que nous marchons.

Voici encore un point sur lequel l'honorable M. Aimond, pas plus d'ailleurs qu'aucun autre de mes collègues, ne me démentira : prenez un des éléments les plus connus, les plus incontestés de notre richesse, un des éléments de notre patrimoine national, prenez nos routes. Rappelez-vous, messieurs, vos dernières sessions du conseil général. M. le ministre des finances, qui est le président du conseil général de la Sarthe, le sait au moins aussi bien que moi, cette assemblée, comme la plupart des conseils généraux de France, a émis vœux sur vœux pour que l'Etat entretienne des routes qui sont d'un excellent rapport, qui sont des instruments indispensables à notre production et à notre commerce. Nous avons donc réclamé cet entretien ; nous sommes allés au ministère des travaux publics, et chacun de vous le sait — nous avons tous fait la même chose —

nous avons mendié quelques millions aux directeurs compétents. Qu'est-ce que ces directeurs, qu'est-ce que les ministres nous ont répondu? Ils nous ont dit: « Quelques millions ne serviraient qu'à une apparence d'entretien! Il nous faudrait 250 millions! » Est-ce exact?

M. le rapporteur. Oui!

M. d'Estournelles de Constant. Il nous faudrait 250 millions et nous ne les avons pas! Conclusion: il faut donc abandonner nos routes au misérable état que vous savez tous et que les étrangers commencent à juger, par comparaison, mieux que nous. Il nous faut abandonner un des principaux éléments de la mise en œuvre de nos ressources nationales.

Je pourrais multiplier à l'infini les exemples, parler de nos voies navigables, de nos ports, de notre enseignement national, etc.

Demandez à M. Goy. Je l'ai entendu un jour prononcer, à cette tribune, un discours excellent sur la scandaleuse insuffisance de nos laboratoires. C'est la source même de notre enseignement que nous tarissons faute d'y consacrer l'argent, les soins nécessaires.

Et il en est dans l'enseignement secondaire et primaire, comme dans l'enseignement supérieur; c'est même pire encore et nous en voyons les effets, nous recrutons de plus en plus difficilement les professeurs et les instituteurs. Nous n'avons plus d'autre ressource que de mobiliser dans nos services publics le plus possible de femmes et d'enfants, et c'est là encore une atteinte portée à notre natalité. Tous nos efforts, par leur excès, tendent à accroître chez nous la dépopulation; c'est un cercle vicieux. Il en est ainsi dans toutes nos administrations. Voyez l'armée! Demandez quel est le sort des hommes, des sous-officiers et même des officiers mariés. Et c'est bien pourquoi nous avons été obligés de relever les soldes des officiers et des sous-officiers, devenues dérisoires par rapport à la cherté de la vie. Mais dites-vous bien que si nous avons, avec raison, consenti ces relèvements indispensables dans l'armée, nous ne pourrions pas nous y opposer dans l'administration civile; personne, dans le pays, n'admettra ces distinctions.

Dans la marine, la situation est plus fâcheuse encore que dans l'armée de terre. Et je ne parle pas des colonies! La marine m'a toujours été particulièrement chère; elle est à plaindre.

Tout à l'heure, un de mes collègues voulait bien souligner ce que j'ai dit à propos de l'insuffisance notoire de certains crédits de notre budget de la marine. Nous votons les yeux fermés et vous comptez des milliards pour la construction de dreadnoughts de plus en plus énormes; mais cela fait, nous négligeons de nous préoccuper de ce que j'ai appelé les dépenses accessoires des cuirassés, dépenses ainsi nommées parce qu'elles sont indispensables! Ce sont les dépenses des ports, des bassins, des docks. Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit tant de fois à ce sujet. Mais il y a aussi la question des équipages.

Est-ce que ce n'est pas l'honorable M. Chautemps qui, un jour, à la commission des finances — et M. Aimond ne l'a pas oublié, non plus que M. Peytral et nos autres collègues — nous a fait un tableau, que j'ai pu qualifier de tragique, lorsqu'il nous disait que nos magnifiques vaisseaux manquaient des équipages nécessaires; quand il nous a décrit éloquentement cette pénurie d'ouvriers spéciaux, de mécaniciens surtout, devenus indispensables à bord de ces bâtiments gigantesques qui sont en même temps des usines...

M. Emile Chautemps. C'était avant la loi de trois ans!

M. d'Estournelles de Constant. Avant la loi de trois ans? Ne mélangeons pas les questions!

M. Emile Chautemps. Je puis vous rassurer quant à la situation présente!

M. d'Estournelles de Constant. Vous êtes optimiste, monsieur Chautemps. Vous êtes bien heureux!

Je ne parlerai pas de la loi de trois ans, puisque vous en avez parlé, monsieur Chautemps — si ce n'est très modérément et sans la moindre récrimination que pour vous faire observer que là encore, vous avez créé pour la France, quoi que vous fassiez et quoi qu'on dise, un élément d'infériorité économique considérable; il est trop évident que si nos jeunes gens restent trois ans sous les drapeaux, pendant ces mêmes trois années, leurs concurrents, pour le plus grand nombre, n'y passent que deux ans ou moins, ou même ne font aucun service, comme en Angleterre et en Amérique. Ils peuvent impunément s'instruire, se pousser et finalement prendre les places laissées vacantes par nos enfants sur les marchés du monde. Les jeunes étrangers sont privilégiés dans la mesure où nos jeunes Français sont immobilisés, c'est une perte incalculable pour notre éducation, pour notre expansion, pour notre activité française.

J'ai terminé, messieurs. Je n'avais pas tort quand je disais: ce qui m'inquiète, devant les incertitudes du rendement de nos futurs impôts, c'est la certitude de nos augmentations de dépenses; ce qui m'inquiète, c'est que toutes ces dépenses se font — et c'est là encore une constatation que j'emprunte aux déclarations du Gouvernement — non pas seulement largement, je dirai presque sans compter, par à-coups, par vastes mouvements... disons généreux! mais elles se font surtout, ne l'oubliez pas, et nous en avons trop souvent la preuve, elles se font sans contrôle.

Ah! le contrôle! Que j'ai été heureux de voir le Gouvernement lui-même faire l'aveu d'une de nos faiblesses, une de nos plus redoutables faiblesses. Le Gouvernement l'avoue; il dit lui-même, par la voix de son ministre des finances: « Il n'y a pas en France de contrôle suffisant. » Et ici pas d'erreur; ne nous trompons pas sur les mots! Le contrôle qui nous fait défaut, ce n'est pas celui des comptables; celui-là reste encore bien organisé, heureusement; il fonctionne, nous le voyons par nos recettes; mais il en est un autre, le contrôle supérieur, le contrôle essentiel, qui ne fonctionne pas: c'est le contrôle du législateur, le contrôle de l'administrateur, de l'exécutif, de l'exécution des budgets. (*Approbation sur un grand nombre de bancs.*) Nous votons les budgets, mais aucun de nous ne peut savoir, personne peut-être ne peut savoir ce qui est dépensé!

M. Brager de La Ville-Moysan. C'est la faute du Parlement.

M. d'Estournelles de Constant. Ne récriminons pas et ne cherchons pas en ce moment sur qui la faute doit retomber, car cela nous entraînerait loin. Ce qui est certain, c'est que, par suite de cette absence de contrôle, on a pu dire que ce qu'il y a maintenant de mieux organisé dans notre administration, c'est le coulage! (*Rires et marques d'approbations sur quelques bancs.*) Le coulage des dépenses publiques, oui, le coulage! Et qui donc a consacré par sa haute autorité, ce mot devenu maintenant classique? Qui donc? Nul parmi nous ne l'a oublié: c'est M. Poincaré, lorsqu'il était rapporteur général de notre commission des finances. Il nous a tous émus le jour où, dans un de ses plus beaux discours, il a dénoncé le mal, le jour où il a prononcé à

cette tribune ce mot, malheureusement resté sans lendemain: « Le coulage des administrations de la guerre et de la marine. »

J'ai dit, messieurs, mes inquiétudes, et, avant de descendre de cette tribune — où votre attention m'a retenue plus que mon intention — je conclurai en disant: « Prenez garde aux déceptions qui nous attendent; prenez garde de préparer notre infériorité au lieu de notre résistance économique, si vous vous contentez d'augmenter nos charges! Ce qu'il faut, ce n'est pas tant augmenter nos impôts que diminuer nos dépenses improductives; ce qu'il faut, je l'ai dit cent fois — hélas! vous n'avez pas voulu me croire! — je le dis depuis dix ans, et ce sera du moins la grande satisfaction de ma conscience — ce qu'il faut, c'est, par des concessions mutuelles, par un accord concerté, auquel aspire le monde entier, par un accord qui ne porte en rien atteinte à notre sécurité nationale, qui l'affermirait, au contraire, avec notre prospérité, c'est une limitation raisonnable des armements. Ce qu'il faut, en un mot, c'est que nous adoptions enfin une autre politique... (*Mouvements divers.*)

Oui, oui, je n'ai jamais rien caché, messieurs — vous me rendrez cette justice — au risque de heurter le sentiment de beaucoup d'entre vous — je n'ai jamais rien caché de ce que je voyais devant moi, j'ai dit que nous marchions à l'abîme. Cet abîme, nous y sommes, et maintenant, je crie: « Prenez garde! il est encore temps de vous arrêter! » (*Très bien! et applaudissements sur divers bancs. — L'orateur, en regagnant sa place, reçoit les félicitations d'un grand nombre de ses collègues.*)

M. Séblin. C'est à l'étranger qu'il faudrait crier: « Prenez garde! » (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Camille Pelletan.

Voix diverses. A mardi! — Parlez! parlez!

M. Camille Pelletan. Je suis à la disposition du Sénat, mais je ne lui cacherai pas que j'en ai pour un certain temps et que je ne crois pas pouvoir terminer aujourd'hui les quelques observations que j'ai à présenter.

Voix diverses. Parlez! parlez! — A mardi!

Voix nombreuses. A demain! — A mardi!

M. le président. Demandez-vous le renvoi à une prochaine séance?

M. Camille Pelletan. Oui, monsieur le président.

M. le président. M. Pelletan exprime le désir que le Sénat renvoie la suite de la discussion à une séance ultérieure. (*Oui! oui!*)

Je consulte le Sénat sur le renvoi.
(Le renvoi est prononcé.)

8. — COMMUNICATION DE DÉPÔT DE RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Chautemps un troisième rapport supplémentaire fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Emile Chautemps tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Le rapport sera imprimé et distribué.

9. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Je rappelle au Sénat qu'il a fixé à demain la discussion de l'interpellation de M. Emile Reymond sur l'aéronautique militaire.

Je lui propose de se réunir demain ven-

dredi, à trois heures, avec l'ordre du jour suivant :

1^{re} délibération, sous réserve qu'il n'y aura pas débat, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux collèges communaux de garçons ;

Discussion de l'interpellation de M. Emile Reymond sur l'aéronautique militaire ;

Suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu ;

Suite de la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 331 du code civil et tendant à la légitimation des enfants adultérins ; 2^o la proposition de loi de MM. Catalogne et Cicéron, tendant à modifier l'article 331 du code civil ; 3^o la proposition de loi de M. Maxime Lecomte ayant pour objet de modifier les articles 315 et 317 du code civil ; 4^o la proposition de loi de M. Reymoneng, tendant à modifier les articles 63, 313 et 333 du code civil, en ce qui concerne la légitimation des enfants naturels ;

Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Lannelongue et un certain nombre de ses collègues, tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité ;

1^{re} délibération sur la proposition de MM. Fessard, Touron et Fortier, relative à l'évaluation des immeubles dépendant des successions ;

1^{re} délibération sur le projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 5 et 27 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à exonérer du droit de timbre les affiches concernant la fête nationale du 14 juillet.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'ordre du jour est ainsi réglé.

10. — CONGÉ

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder à M. Gacon un congé d'un mois.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le congé est accordé.

Personne ne demande plus la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à cinq heures un quart.)

*Le Chef du service de la sténographie
du Sénat,
ARMAND LELIOUX.*

Ordre du jour du vendredi 23 janvier.

A trois heures, séance publique :

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement. (N^{os} 312 et 466, année 1913. — M. Poulle, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux collèges communaux de garçons. (N^{os} 513 et 514, année 1913. — M. Gervais, rapporteur.)

Discussion de l'interpellation de M. Emile Reymond sur l'aéronautique militaire.

Suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu. (N^{os} 66, année 1909, et 438, année 1913. — M. Emile Aimond, rapporteur.)

Suite de la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 331 du code civil et tendant à la légitimation des enfants adultérins ; 2^o la proposition de loi de MM. Catalogne et Cicéron, tendant à modifier l'article 331 du code civil ; 3^o la proposition de loi de M. Maxime Lecomte ayant pour objet de modifier les articles 315 et 317 du code civil ; 4^o la proposition de loi de M. Reymoneng, tendant à modifier les articles 63, 313 et 333 du code civil, en ce qui concerne la légitimation des enfants naturels. (N^{os} 157, 293, année 1908 ; 49, 193, 197, 356, année 1911 ; 141, année

1912 ; 274 et 457, année 1913. — M. Eugène Guérin, rapporteur.)

Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Lannelongue et un certain nombre de ses collègues, tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité. (N^{os} 311, année 1910 ; 354 et 402, année 1912, et 449, année 1913. — M. Cazeneuve, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de MM. Fessard, Touron et Fortier, relative à l'évaluation des immeubles dépendant des successions. (N^{os} 25 rectifié, 44 rectifié et 51. — Amendements au projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1910 — et 265, année 1913. — M. Emile Aimond, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, ayant pour objet de modifier les articles 5 et 27 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique. (N^{os} 82, année 1909 ; 61, 61 rectifié bis et 61 rectifié ter, année 1910 ; 292, année 1913. — M. Paul Strauss, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à exonérer du droit de timbre les affiches concernant la fête nationale du 14 juillet. (N^{os} 330, année 1910 ; 295, année 1913, et 5, année 1914. — M. de Selves, rapporteur.)

Rectification

au compte rendu in extenso de la séance du mardi 20 janvier 1914 (Journal officiel du 21 janvier.)

Dans le scrutin sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la célébration, aux frais de l'Etat, des obsèques du général Picquart, M. Charles Dupuy a été porté comme ayant voté « pour ». M. Charles Dupuy déclare qu'il était absent de la salle des séances au moment du scrutin et que, s'il avait été présent, « il n'aurait pas pris part au vote ».

Dans le même scrutin, M. Lemarié a été porté comme « n'ayant pas pris part au vote ». M. Lemarié déclare qu'il était absent de la salle des séances au moment du scrutin et que, s'il avait été présent, il aurait voté « contre ».